

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 115
N° 10

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 10
no Me 1966**ABONNEMENTS**

	Un an	Six mois	3 mois
	(Francs Pacifique)		
Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.
 Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
 Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
 Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du journal.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne..... 30 fr.
 Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.
 Publications de sociétés philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.
 C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

ALLOCUTIONS

prononcées à la Séance d'ouverture de la

SESSION BUDGÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE

de la Polynésie Française, le 5 octobre 1965.

Par Monsieur Teivitu PITODOYEN D'ÂGE A L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Monsieur le Gouverneur,

Mesdames, Messieurs,

Il y a un an à peine, dans cette enceinte, j'avais l'honneur de souhaiter la bienvenue à M. le Gouverneur SICURANI dont la jeunesse, le sourire, l'allant et la haute compétence sont la garantie d'une action durable dans notre territoire. Insulaire comme nous-mêmes, c'est comme tel qu'il sait comprendre nos problèmes.

Je voudrais aussi, aujourd'hui, exprimer nos vœux de bienvenue à M. le Secrétaire général LANGLOIS, qui a accepté de quitter son poste de Chancelier aux Nouvelles-Hébrides pour remplacer M. BERRE et servir notre territoire. Les premiers contacts que nous avons eus avec lui présagent déjà

d'un avenir fructueux, ses qualités humaines rayonnent autour d'un regard franc et décidé. Ensemble j'en suis convaincu, nous saurons faire œuvre utile pour notre petit pays.

*
* *

Mes chers collègues, plusieurs événements ont jalonné cette année passée et nous permettent aujourd'hui de penser que la Polynésie française, ayant choisi la voie de son destin, s'applique à changer ce qui paraissait désuet ou à maintenir plus fermement ce qui a donné satisfaction.

C'est ainsi que dans le domaine de l'organisation du territoire, nous avons pu saluer, au mois de mai dernier, l'installation de nos deux jeunes communes, PIRAE et FAAA, qui, sous l'impulsion de leurs deux maires élus, tous deux fils du pays, prennent les initiatives propres à assurer à leurs administrés le bien-être d'une vie nouvelle basée sur le progrès. Puissent leurs efforts être appuyés de nous tous.

Dans le domaine sportif, TAHITI, cette petite France du Pacifique, est fière d'avoir donné à sa Mère-Patrie le titre

mondial de Champion de pêche sous-marine, avec nos champions ARAI, POU et COLAS.

Dans le domaine social, l'augmentation du SMIG, le relèvement des allocations familiales, l'unification des zones de salaires et la revalorisation de la solde des fonctionnaires territoriaux, s'ils ne résolvent pas toute la question, sont une étape appréciable.

Plus près de nous, un événement de grande portée politique a eu lieu. Je veux parler de l'élection du Général de GAULLE comme Président de la République Française, dont le succès ne faisait aucun doute pour les esprits sensés. Il a marqué la volonté des Polynésiens de suivre la voie qu'il nous a tracée, et le Polynésien de l'île la plus éloignée des Marquises, des Tuamotu ou des Australes a eu ce jour-là la ferme conviction qu'il était bien au sein de la grande famille française, car sa voix avait la même valeur que celle de son frère de métropole. J'ose qualifier de succès ces élections présidentielles en Polynésie Française, car le facteur CEP avec ses tracasseries journalières et la part croissante qu'il a prise dans le cours de la vie du Territoire risquait de transformer un certain mécontentement en opposition. Mais le Polynésien a su évaluer à sa juste mesure ce mécontentement surtout né de malentendus et il a tourné ses regards vers l'avenir. Puisse le Général de GAULLE continuer à écouter la voix de sa lointaine Polynésie qui s'est des premières ralliée à lui en 1940, et permettre à ses enfants d'espérer toujours plus de compréhension à ses problèmes, peut-être infimes à l'échelon national, mais importants pour eux.

Nous avons eu l'honneur, malgré notre éloignement, d'avoir la visite de deux Ministres du nouveau gouvernement, quelques semaines à peine après sa constitution.

Nous connaissions déjà M. MESSMER, nous avons eu la joie de le revoir et aussi d'entendre les réponses apaisantes qu'il a faites aux questions qui nous préoccupaient, lesquelles avaient sensibilisé une partie de la population à la suite d'une campagne électorale passionnée.

Nous ne connaissions pas M. BILLOTTE, « notre » Ministre des Territoires d'Outre-Mer. Nous l'avons observé, nous l'avons écouté avec toute l'objectivité qui se doit, et nous avons pu constater que « l'homme » désigné par le Général de GAULLE était conscient de nos problèmes et s'était déjà penché sur les solutions qui pourraient être envisagées. J'ai pu constater moi-même, et mes collègues avec moi, au cours des séances de travail où il a assisté, tant au Conseil de Gouvernement que dans cette enceinte, qu'il était très proche de nous, comprenant et interprétant avec exactitude nos pensées. A 20.000 Km de chez nous, dans son bureau de la rue Oudinot, nous savons qu'il prendra les décisions nous concernant, en toute

connaissance de cause. Nous lui faisons entière confiance et il faut qu'il sache qu'il peut également compter sur nous.

Je vous demande, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir lui transmettre nos vœux de prompt retour parmi nous, pour nous guider et nous aider à travailler pour l'intérêt général.

Je me permets d'évoquer ici mes souvenirs d'ancien combattant de la guerre 1914-1918 pour dire que toutes nos victoires ont été gagnées lorsque les chefs montraient l'exemple. Nous avons la chance d'avoir actuellement de bons chefs à tous les échelons, qu'ils ne se lassent pas de nous montrer l'exemple et nous les suivrons avec tout notre cœur.

Dans le domaine des futures réalisations, nous attendons beaucoup de l'Office du Tourisme en voie de création et espérons que tout sera mis en œuvre pour que son infrastructure permette des résultats à la mesure de ce que l'on est en droit d'attendre de notre patrimoine touristique.

Un point noir au tableau, cependant, et je le déplore. Je le dénonce avec autant de force que je suis prêt à reconnaître par ailleurs les mérites : notre Hôpital général. Il devient une fable dont beaucoup se gaussent, et en tant que représentants élus de la population, nous voudrions avoir des explications sur le retard apporté à la réalisation de ce qui est considéré par tout le monde comme une nécessité absolue. On parle de cet hôpital depuis plus de dix ans et le CEP, qui a tout juste 18 mois d'existence en Polynésie, a déjà son hôpital ultra-moderne avec le personnel qui le dirige et qui l'anime. J'aimerais tant ne pas entendre les réflexions telles que : « quand c'est pour le CEP, tout est possible, mais nous, nous pouvons toujours attendre... ». C'est un cri de frustration qui me fait mal à moi aussi et à mes collègues.

Monsieur le Gouverneur, si je termine sur ce point un peu sombre, c'est volontairement pour vous faire toucher du doigt l'importance que cette réalisation représente pour une population en voie d'accroissement et qui, grâce à une éducation suivie, a abandonné ses méthodes ancestrales de médication pour adopter celles que le progrès exige. Il faut maintenant avoir l'instrument pour les appliquer et ainsi donner à notre personnel médical le moyen d'exercer plus pleinement.

Nous sommes assurés que la confiance que nous avons mise en vous est bien placée et que bientôt, grâce à vos interventions, cette ombre ne sera plus qu'un souvenir.

C'est donc de tout cœur que nous disons en cette séance solennelle :

Vive le Général de GAULLE

Vive la France

et

Vive la Polynésie Française.

Par Monsieur Robert LANGLOIS

SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT

Monsieur le Doyen,

Mesdames,

Messieurs,

Je désire avant toute chose vous transmettre le message dont m'a chargé M. le Gouverneur SICURANI, retenu pour quelques jours encore en métropole par les nécessités de la mission qu'il accomplit actuellement. Le chef du territoire, dont vous avez bien voulu, Monsieur le Doyen, rappeler avec quelle énergie il se consacre aux affaires publiques, m'a prié d'apporter son salut aux membres de votre Assemblée et de leur dire les vœux qu'il forme pour le succès de la session qui s'ouvre aujourd'hui.

Vous avez eu à mon égard des paroles inspirées par la bonté et l'indulgence. S'ajoutant aux très nombreux et fructueux contacts noués depuis mon arrivée, elles constituent pour moi le meilleur et le plus précieux des encouragements. Je ferai de mon mieux, je m'y engage, pour ne pas décevoir votre attente.

Cette session m'offre, selon la tradition, l'occasion de vous présenter, au nom du Conseil de Gouvernement, la situation économique et financière du territoire. En cette année, tout particulièrement, le respect de la tradition rejoint les préoccupations de l'actualité. 1966 doit être en effet l'année de la recherche d'un nouvel équilibre.

*
* * *

La Polynésie vivait, il y a dix ans, dans un certain état d'équilibre économique et social, précaire à la vérité puisque le budget devait déjà faire appel à l'aide extérieure pour combler l'insuffisance des recettes locales. C'était en outre un équilibre dans la pauvreté, que certains regrettent peut-être, mais qu'il eût été vain et coupable de chercher à maintenir dès lors que tous nos voisins du Pacifique, sans exception, s'ouvraient largement au monde extérieur, dès lors que la vieille race maorie, débarrassée des endémies, prouvait sa vitalité et son dynamisme.

Cet équilibre-là s'est trouvé rompu dès l'instant que l'on a pu compter en heures, et non plus en semaines, le temps nécessaire pour rejoindre les Etats-Unis ou la France, et l'installation du Centre d'expérimentation du Pacifique devait bientôt accélérer, dans des proportions inattendues, une évolution que, sans lui, la Polynésie aurait mis plusieurs décennies à parcourir.

En effet, depuis 1960, année où, à son tour, la Polynésie s'est ouverte au monde, le territoire a connu une transformation rapide et trop connue pour que j'aie besoin d'insister. Sans doute les préoccupations de chacun conduisent-elles à mettre l'accent sur tel ou tel aspect du phénomène, mais tous reconnaissent que le pays connaît une expansion certaine.

Quelques faits la traduisent :

— La circulation monétaire dépassait, le 28 février 1966, un milliard 300 millions, alors qu'elle atteignait à peine 550 millions en 1960.

— Le volume des importations de biens de consommation a marqué une hausse spectaculaire qui témoigne de l'enrichissement général. Nous importons aujourd'hui trois fois plus de vêtements, quatre fois plus d'automobiles qu'en 1960.

— Les investissements, tant publics que privés, se sont multipliés.

— Les aérodromes, le port en voie d'achèvement, un entrepôt frigorifique entièrement financé par des capitaux privés, dotent le territoire de moyens nécessaires pour faire face à un trafic de passagers et de marchandises en augmentation constante ; les constructions industrielles, administratives et commerciales, les lotissements réalisés grâce au concours de la SETIL et du Crédit de l'Océanie, ont transformé l'aspect de nos cités. Le déficit du commerce extérieur, qui atteint 8,7 milliards en 1965 (contre 475 millions en 1960) pour un total d'exportations de 920 millions, reflète cet effort d'équipement.

Les effets de l'expansion ont été particulièrement ressentis dans les domaines de l'emploi, des prix et du budget.

— Les salariés sont aujourd'hui 14.000, alors qu'ils n'étaient en 1960 que 7.250. L'unification des zones de salaires ainsi que les relèvements périodiques du SMIG, passé de 27,45 frs au 1er octobre 1960 à 37,50 frs au 1er mars 1966, leur permettent de bénéficier de rémunérations équitables. Le taux des allocations familiales a été relevé, le 15 septembre 1965, de 400 à 500 francs par mois et par enfant. L'aide aux vieux travailleurs a été majorée.

— Obéissant à la loi de l'offre et de la demande, les prix se sont hissés à des niveaux jamais encore atteints.

L'indice général du coût de la vie a augmenté de 15,05 % entre le 1er février 1965 et le 1er février 1966.

Si les prix des articles importés sont relativement stables en raison des moyens réglementaires d'action dont nous disposons, le prix des produits et des services locaux, qui bénéficient d'un régime de liberté à peu près absolue, ont augmenté au contraire régulièrement et de façon anormale, le poisson frais, les loyers, les légumes et les fruits accusant respectivement des hausses de 85, 19, 84 et 57 %.

Les dépenses publiques, enfin, se sont accrues dans des proportions considérables, le seul budget territorial, fidèle reflet de la prospérité actuelle, s'élevant en 1966, en francs constants, au double de ce qu'il était en 1956.

Cette augmentation a permis de donner aux services les moyens de répondre aux besoins amplifiés et diversifiés nés du développement général.

Dans un territoire qui connaît l'expansion démographique que vous savez, il était indispensable que l'administration accordât à la jeunesse toute sa prédilection, en s'inspirant en premier lieu du désir de donner au plus grand nombre le niveau de culture le plus élevé. C'est dire l'immense effort qui a été accompli dans le domaine de l'enseignement, puisque un tiers des habitants de Polynésie fréquentent les écoles qui comptent actuellement 24.000 élèves dans l'enseignement primaire et 4.000 dans le secondaire et le technique. Le personnel a été doublé depuis six ans, et de nombreux bâtiments scolaires nouveaux mis en service. Pour le seul enseignement public, 600 classes primaires accueillent 17.000 élèves. Dans le secondaire, l'établissement d'Uturoa doit devenir à la rentrée prochaine un lycée de plein exercice, et un lycée nouveau s'élèvera bientôt à Taaoe. Les études techniques, auxquelles la réorganisation de l'enseignement vient de conférer leurs lettres de noblesse, n'ont pas été négligées puisque nous avons prévu la création d'une section spécialisée dans le futur lycée de Taaoe. Celle-ci portera de 200 à 1.000 les effectifs pouvant recevoir une formation technique, hôtelière et commerciale.

Conscient des besoins de la jeunesse tahitienne, le Ministère des Armées apportera dès cette année sa contribution à l'enseignement professionnel en organisant sur place, et au besoin, en métropole, des stages de formation et de perfectionnement.

Si la jeunesse a besoin d'écoles, il lui faut aussi des stades. La présence d'un inspecteur de la Jeunesse et des Sports, récemment affecté au territoire, atteste l'intérêt des instances métropolitaines pour les athlètes polynésiens qui ont récemment démontré, comme vous l'avez si justement rappelé, Monsieur le Doyen, leur classe internationale. C'est à ce fonctionnaire qu'incombe désormais la mise en œuvre du plan d'équipement sportif et socio-éducatif qui atteint, pour les cinq années à venir, la somme de 333 millions.

L'agrandissement et l'amélioration des hôpitaux de Papeete, d'Uturoa et de Taiohae, la création d'infirmiers, la poursuite de la campagne de lutte contre la tuberculose, le départ de la campagne d'hygiène dentaire, témoignent des efforts du service de santé en vue de l'amélioration de l'infrastructure sanitaire et du développement de la médecine préventive et sociale. Notons aussi l'activité de l'Institut de recherches médicales dans les domaines de la filariose, de la parasitose, de la tuberculose, de l'hygiène des districts et des îles, et du jeune service de la médecine et du travail qui a examiné plus de 3.500 travailleurs en 1965. Pourtant, de tels efforts ne porteraient pas tous les fruits qu'ils méritent s'ils ne sus-

citaient pas, dans notre jeunesse, des vocations nombreuses. Je souhaite que l'école d'infirmiers et d'infirmières, qui vient de déposer une demande d'agrément lui permettant de délivrer le diplôme d'Etat, puisse recruter, dès 1967, les 30 élèves qu'elle sera en mesure d'accueillir à chaque promotion.

Vous avez tout à l'heure, Monsieur le Doyen, déploré avec une juste vigueur les retards apportés à la construction du nouvel hôpital. Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que, le marché relatif à cette réalisation tant attendue ayant été signé à Paris par le Gouverneur SICURANI, l'entreprise adjudicataire se tient prête à lancer les travaux. Ainsi, le démarrage du chantier n'est plus maintenant qu'une question de jours, je vous en donne personnellement l'assurance.

Trois autres services témoignent singulièrement de leur adaptation à des tâches complexes. En dépit de l'insuffisance du marché de la main-d'œuvre, de personnel qualifié et de l'équipement en matériel, le service des travaux publics et des mines s'est multiplié, parvenant à entretenir et à améliorer un réseau routier proche de la saturation, à créer de nouveaux réseaux hydrauliques, à conserver le patrimoine immobilier du territoire.

De son côté le service de l'agriculture a fait preuve d'une activité qui, pour être discrète, n'en est pas moins remarquable. Indépendamment des travaux classiques poursuivis sur les parcelles-pilotes et les pépinières, ce service s'est attaché au lancement des classes terminales agricoles qui permettront aux jeunes que les études théoriques n'attirent pas, de se vouer à une agriculture familiale rationnelle et rémunératrice. Complétée par la mise en place de coopératives agricoles actuellement à l'étude, cette formule devrait permettre de retenir dans les archipels une bonne partie des éléments qui ont actuellement tendance à les quitter, apportant ainsi une contribution importante à la lutte contre l'exode rural.

En matière d'élevage, l'importation de dix-huit reproducteurs charolais, l'aménagement moderne de la station d'élevage de Taravao, l'arrivée, prévue pour le mois de mai, de vaches laitières en provenance de Nouvelle-Zélande, devraient permettre au territoire, en ce qui concerne la viande et le lait, de couvrir une part de plus en plus grande de ses besoins.

La création d'un service de la pêche et d'une société perlière, projets dont votre Assemblée sera saisie dans le courant de la présente session, la mise en service du centre frigorifique de Rangiroa et l'installation d'un second centre à Moorea, la construction imminente d'un navire pilote pour la pêche au thon, démontrent les efforts entrepris pour exploiter cette mer qui entoure la Polynésie et qui demeure pour elle la plus sûre et la plus durable des réserves de richesse.

Tous les autres services, qu'ils soient administratifs, financiers ou économiques, se sont, avec des moyens parfois limités et un personnel souvent réduit, adaptés à cette marche en avant. Pourtant, certains d'entre eux sont quotidiennement

confrontés aux problèmes particuliers que pose l'augmentation de la population et de la circulation urbaines. Je songe notamment à la gendarmerie nationale, aux services de police, de sécurité et de l'assistance sociale, dont l'efficacité ne s'est jamais démentie.

Quant à l'activité de l'office des postes et télécommunications, elle s'exprime par des taux d'accroissement entre 1964 et 1965 particulièrement significatifs : 38 % pour le trafic postal, 43 % pour les appareils téléphoniques installés, 86 % pour le nombre de comptes de chèques postaux et 129 % pour le montant des dépôts.

*
* *

Ainsi considérée dans son état présent, la situation de la Polynésie Française apparaît, dans son ensemble, florissante.

Mais nous ne devons pas nous en dissimuler la précarité.

Dès cette année, trois freins puissants vont ralentir l'expansion, et peut-être pour un temps, la stopper : il s'agit de la fin des grands travaux du C.E.P., de l'arrêt de l'exploitation des phosphates de Makatea et de la conjoncture défavorable de l'agriculture d'exportation.

La Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie va fermer ses portes. La cessation de l'exploitation des gisements de Makatea, qui a rapporté au territoire, au titre des droits à l'exportation, plus de 700 millions depuis 1956, entraînera pour son budget une perte annuelle de 80 millions à partir de 1967 et, dès cette année, une diminution des recettes de l'ordre de 30 millions. Ce sont en outre 500 emplois qui vont se trouver supprimés, ce qui pose le problème de la reconversion des travailleurs et, sans doute, celui du retour aux activités agricoles traditionnelles. Au moment où elle parvient à son terme, qu'il me soit permis de saluer ici l'œuvre de la C.F.P.O. C'est l'œuvre d'une société française dont l'activité pendant plus d'un demi-siècle a largement contribué à l'essor de la Polynésie et au mieux-être de ses habitants.

La fin des grands travaux du C.E.P., prévue au cours des prochains mois, produira les mêmes effets. On sait la place qu'ils tiennent dans l'économie du territoire depuis 1963, tant en ce qui concerne les recettes budgétaires que le nombre des emplois offerts. 1.700 travailleurs locaux étaient employés en janvier par les entreprises travaillant pour le compte du C.E.P. et du C.E.A.

La désertion des îles et des districts s'était traduite, en 1965, par une baisse de 20 % du tonnage des produits agricoles exportés. Cette année, la production devrait se maintenir ou même progresser légèrement, ce qui atténuera l'influence de la baisse des cours sur les revenus des producteurs. Le cours du coprah semble avoir atteint un seuil au-dessous duquel il ne devrait plus descendre. Si cette situation n'affecte pas la stabilité des prix à la production, elle n'en retarde pas moins

leur nécessaire amélioration. De son côté, le marché de la vanille est caractérisé par une tendance à la baisse dont on peut espérer qu'elle demeurera limitée.

Sans doute les conséquences de ces trois facteurs sur la vie économique et sociale ne sont-elles pas encore sensibles. La tension sur les prix subsiste ; entre le 15 novembre 1965 et le 15 février 1966, le relevé trimestriel a fait apparaître une progression du coût de la vie de 4 %. Le marché du travail demeure soutenu ; au 30 avril, de nombreuses offres d'emplois n'ont pu être satisfaites. Les recettes budgétaires des quatre premiers mois de l'exercice sont supérieures aux perceptions de la même période en 1965.

Nous devons néanmoins mettre d'ores et déjà à profit le répit qui nous est ainsi ménagé pour prendre sans tarder les dispositions que dicte la sagesse et dont dépendra l'avenir de la Polynésie.

* * *

Dans l'avenir immédiat, notre premier souci doit être d'éviter un dégonflement brutal de l'offre d'emploi. C'est dans cette perspective qu'a été préparé le programme de travaux dont je rappellerai les grandes lignes. Financé grâce aux efforts conjugués de la métropole, du territoire et du fonds européen, il doit assurer la relève des entreprises travaillant pour le compte du C.E.P. et comporte trois objectifs principaux :

— L'hôpital de Papeete, financé par le fonds européen de développement, pour une somme de 380 millions ;

— Le lycée de Taaone, financé par la métropole pour un montant de 470 millions, et dont les travaux débiteront à la fin de cette année pour se poursuivre pendant près de deux ans ;

— Un ensemble administratif de 125 millions, constitué par la nouvelle Résidence du Gouverneur et le Palais de l'Assemblée. L'édification de ces deux immeubles, qui réaliseront, nous l'espérons, une heureuse synthèse de l'architecture moderne et du style polynésien, apportera par ailleurs une importante contribution à l'embellissement de Papeete.

Au total, ces travaux s'inscrivent pour un montant de près d'un milliard de francs qui seront investis entre juin 1966 et fin 1968. Si l'on ajoute à ce programme tout ce qui est prévu en matière de grands travaux, qu'il s'agisse de l'équipement culturel et sportif, des transports, de la construction, de l'urbanisme, on peut sans inquiétude envisager le proche avenir du marché du travail. Notre espoir est d'autant plus justifié que l'achèvement des chantiers du C.E.P. ne signifie pas pour autant que tous les travailleurs perdront inéluctablement leur emploi. Bien au contraire, avant le début de l'année prochaine, le C.E.P. embauchera 1.200 nouveaux travailleurs polynésiens, ce qui conduira à doubler leur effectif actuel. En même temps, la main-d'œuvre locale remplacera progressivement et dans une proportion croissante le personnel militaire. C'est dire que le licenciement par les grandes sociétés de travaux d'un nom-

bre relativement important d'ouvriers ne devrait pas avoir, sur le marché du travail, de répercussions vraiment sensibles. Ainsi, dès cette année devrait-il s'établir entre l'offre et la demande un équilibre dont on peut espérer qu'il contribuera à réduire les tensions inflationnistes qui ont accompagné jusqu'alors l'expansion.

Cette recherche de l'expansion dans la stabilité, seule garantie de la construction d'une économie saine, sans gaspillage et profitant à tous, impose le respect d'une double discipline : discipline des prix, discipline dans la gestion du budget.

Ce dernier, qui atteint cette année un milliard 782 millions, est en augmentation de 23 % par rapport à 1965. L'accroissement des charges, tant ordinaires qu'extraordinaires, gagées par des recettes dont certaines sont passagères, nous impose une discipline rigoureuse si nous ne voulons pas nous trouver en 1967 devant une situation telle que le seul budget ordinaire ne puisse être équilibré. C'est la raison pour laquelle des instructions strictes ont été données aux chefs de service. Aucun dépassement ne devra être admis et le blocage provisoire de certaines dépenses sera décidé si, dans les mois qui viennent, les recettes se révélaient être insuffisantes.

A partir de 1967, la prise en charge progressive par l'Etat de la fonction publique territoriale viendra soulager le budget ordinaire, ce qui devrait permettre au territoire de mobiliser des ressources croissantes au bénéfice de son équipement. L'aide de la métropole se manifestera en même temps par le financement du Vème Plan. Sur les 12 milliards de francs Pacifique qu'il est prévu d'investir en cinq ans dans toutes les branches de l'activité locale, les finances territoriales seront mises à contribution pour moins de 1.500 millions. Par contre, les fonds publics d'origine métropolitaine interviendront pour plus de 6 milliards, qu'il s'agisse du budget de l'Etat ou du FIDES.

Si le programme FIDES pour 1966 ne s'élève qu'à 172 millions, on est en droit de compter, pour 1967, sur un financement beaucoup plus important qui permettrait ainsi d'assurer le relais des activités en voie de ralentissement et la mise en place de l'équipement économique et social nécessaire.

Nous devons suivre avec une vigilance toute particulière l'évolution des prix, si nous ne voulons pas voir se poursuivre entre ceux-ci et les salaires une course préjudiciable tant à l'économie du territoire qu'aux salariés.

Sans doute pouvons-nous espérer que, dans une certaine mesure et une fois passée la tension actuelle, la même loi de l'offre et de la demande, qui a entraîné les hausses que nous connaissons, produira l'effet inverse et ramènera les prix à un niveau plus raisonnable.

Sans attendre cependant que joue, dans un délai qu'il serait présomptueux de fixer, ce mécanisme naturel, le Conseil de Gouvernement s'est préoccupé, et c'est aussi, je le sais, le souci de votre Assemblée, de rechercher les mesures propres à enrayer l'inflation qui sévit aujourd'hui en Polynésie.

La réglementation des prix de certains produits et services locaux est d'ores et déjà à l'étude.

La pratique de l'indexation des prêts et des prix de certains services sur un indice général étant apparue comme un facteur important de la hausse du coût de la vie, le Chef du Territoire est intervenu auprès du gouvernement afin que soient étendus à la Polynésie les textes métropolitains interdisant dans les contrats les dispositions conventionnelles prévoyant des indexations.

Enfin, le Conseil de Gouvernement vient de suggérer à votre Assemblée de réglementer les loyers des logements construits depuis moins de cinq ans.

Mais c'est surtout en réorganisant les circuits de commercialisation, et plus encore, en augmentant la production des denrées alimentaires de base que nous parviendrons à un résultat durable.

*
* *

Au-delà de nos préoccupations de l'heure, l'objectif primordial reste le développement de l'industrie touristique, devenue désormais la grande affaire du territoire.

Des groupes de travail, au sein desquels ont étroitement collaboré les Conseillers du Gouvernement, des membres de votre Assemblée, des fonctionnaires et des représentants du secteur privé, ont élaboré, au cours de ces dernières semaines, un ensemble de textes destinés à donner aux pouvoirs publics les instruments d'une action cohérente et efficace en vue de promouvoir le tourisme et les activités qui s'y rattachent.

Ces moyens se présentent comme un triptyque dont les trois volets sont constitués par l'office de développement du tourisme, le code des investissements et le service de l'urbanisme et de l'habitat.

L'office de développement du tourisme de la Polynésie Française a été créé le 28 mars dernier par une délibération de votre Commission permanente ; il aura pour mission d'organiser et d'animer les secteurs d'activité publics et privés intéressant le tourisme, l'urbanisme, le patrimoine culturel, le folklore et les loisirs. Il a été conçu, selon vos vœux, sous la forme d'un établissement public territorial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Les règles de sa gestion sont souples ; la représentation des intérêts privés au sein du conseil d'administration est largement assurée ; l'affectation de quote-parts sur le produit de certaines taxes lui donne des moyens financiers importants qui s'élèveront pour les trois derniers trimestres de l'exercice à 29 millions.

Le développement du tourisme implique un effort d'investissements privés à la mesure des objectifs du Vème Plan. C'est ainsi que pour recevoir 70.000 touristes en 1970, 1.000 chambres d'hôtel supplémentaires devront être mises en ser-

vice. Afin de stimuler ces investissements, des mesures d'aides fiscales ont été étudiées et rassemblées dans un code des investissements que le Conseil de Gouvernement vous proposera d'adopter au cours de la présente session. Vous serez également saisis d'un projet instituant un régime fiscal de longue durée en faveur de certains investissements privés de grande ampleur, dont les calculs à long terme d'amortissement et de rentabilité doivent reposer sur des bases solides et durables.

Enfin, un service territorial de l'urbanisme et de l'habitat, distinct de l'office du tourisme ainsi que vous l'avez souhaité, a été créé le 28 avril dernier. Recevant une mission de sauvegarde, de procédure et de contrôle, il devra mettre en œuvre les dispositions du nouveau code de l'aménagement du territoire, dont le projet vous sera présenté au cours de cette session. D'autre part, il lui sera confié l'étude des problèmes de l'habitat dans leur aspect technique et financier, et leur programmation dans le cadre des plans de développement. Il devra apporter une attention particulière aux conditions de logement des économiquement faibles. L'existence à Papeete et dans les communes voisines de bidonvilles, qui favorisent la naissance du prolétariat et portent les germes de troubles sociaux liés à l'entassement des hommes, n'est compatible ni avec les soucis des responsables de la cité ni avec la venue de nombreux touristes chez qui la recherche du dépaysement ne s'accompagne pas nécessairement d'une attirance vers la laideur.

*
* *
*

L'urgence et l'ampleur du problème de l'habitat urbain sont la conséquence d'un mouvement migratoire puissant qui a pour effet de vider les archipels et les districts de la fraction la plus active de leur population et d'inonder Papeete d'un flot qu'on peut difficilement discipliner.

La force d'attraction de la ville, la recherche d'une vie plus facile, le besoin de distractions sont de puissants facteurs d'émigration que viennent renforcer l'insuffisance de l'encadrement technique, la faiblesse des cours des produits d'exportation, l'indivision des terres, la lourdeur des circuits de commercialisation et, dans la plupart des cas, la précarité des liaisons interinsulaires.

Or, l'équilibre social et politique postule le maintien dans les îles de la plus grande partie de leur population. Aucun de nous ne souhaite une Polynésie à la tête démesurée et aux membres atrophiés. C'est la raison pour laquelle, dans un double souci d'harmonie et d'équité, le Conseil de Gouvernement et votre Assemblée devront reprendre ou aborder l'étude des problèmes qui retardent l'évolution des îles.

Certes, certains progrès ont été déjà réalisés. Je pense en particulier à la réforme du Crédit de l'Océanie, devenu la Société de Crédit et de Développement de l'Océanie, qui offre désormais aux agriculteurs la possibilité d'obtenir des prêts à court, moyen et long terme, représentant jusqu'à 90 % de l'investissement lorsque celui-ci n'excède pas 250.000 francs. Je veux parler aussi du monopole de navigation récemment institué sur la ligne des Australes pour garantir, dans la mesure du possible, aux habitants de cette circonscription isolée des liaisons fréquentes et régulières. D'autre part, une initiative privée vient d'apporter sa contribution en mettant en service une unité judicieusement choisie sur le circuit des Îles Sous-le-Vent.

Mais il faut faire plus encore en faveur des populations des îles, dont les conditions de vie ne seront réellement améliorées que dans la mesure où le secteur rural, modernisé, participera à la promotion générale du pays.

À cet égard, le tourisme ne saurait prendre le caractère d'une richesse authentique s'il ne remplissait pas, au-delà des effets directs que nous en attendons, une fonction d'impulsion et de diffusion dans les districts les plus éloignés.

*
* *
*

Voici donc, Messieurs, rapidement brossé, le tableau d'une situation économique et sociale florissante et instable. Evoquant une eau-forte, il fait alterner la lumière et les ombres, la prospérité et les incertitudes.

L'administration prévoit, propose, exécute, mais contrairement à l'adage, ce sont les hommes qui, ici, disposent. En d'autres termes, le cadre administratif que nous avons commencé de mettre en place en prévision de l'avenir, les systèmes que nous avons construits resteront lettre morte sans l'adhésion de tous.

Au moment où s'annonce la fin d'une certaine facilité, où la prudence doit plus que jamais rejoindre l'imagination, je m'adresse à chacun, Polynésien d'origine ou d'adoption, pour lui dire la fière exhortation des Tahitiens au combat : « A HIO I TO MOU'A », « Regarde vers ta montagne ».

Mesdames, Messieurs, je déclare ouverte la première session ordinaire de votre assemblée.

Vive le Général de Gaulle,

Vive la Polynésie Française,

Vive la France.